

# Le Socialiste

44e année - Rs 5.00 - No 108410 Lundi 8 Décembre 2025 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

## Maurice accueille le PREMIER Symposium AFRICACERT 2025 pour renforcer la cybersécurité régionale



Page 4

Voie d'insertion opérationnelle sur la route Père Laval/Nalletamby à Vacoas



Page 3

L'ambassadrice de la République de Bulgarie en visite auprès du Premier ministre

Page 3

## Le gouvernement réaffirme son engagement à lutter contre la pollution par le plastique



Page 4

Journée internationale des personnes handicapées

Un appel à une plus grande inclusion



Page 3

Aston Villa 2 Arsenal 1

FOOTBALL

Décembre sera-t-il fatal pour les Gunners en l'absence de Saliba et de Gabriel ?



Page 8

Leeds 3 Liverpool 3

Les Reds accrochés par les Peacocks déterminés



Page 8

## Netflix achète le studio Warner Bros

Ce n'était pas une question de jours, mais d'heures ! Netflix va acquérir Warner Bros. pour 82,7 milliards de dollars, comme l'entreprise l'a annoncé sur son site. Les deux entreprises ont trouvé un accord pour une acquisition sur la base de 27,75 \$ par action Warner Bros. Discovery, à hauteur de 23,25 \$ en argent et 4,5 \$ en actions Netflix. L'acquisition n'aura pas lieu avant la vente de la partie télévision en direct, qui doit se faire au troisième trimestre 2026. Autrement dit, l'opération ne sera pas finalisée avant la fin de l'année prochaine, sous réserve que le nouvel acquéreur obtienne les opérations nécessaires.

Dans son communiqué de presse, Netflix tente de rassurer Hollywood en promettant de maintenir les activités de Warner Bros., y compris les sorties de ses films au cinéma. La collection de films et séries de Netflix sera enrichie par ceux de Warner Bros., y compris le prestigieux catalogue de HBO. Le service de streaming ajoute que sa capacité à produire des contenus sur le sol américain sera plus grande encore, grâce à l'achat des studios de Warner Bros. Reste à savoir si ce sera suffisant pour rassurer le monde du cinéma américain... et plus encore, les autorités en charge du respect de la concurrence, qui scruteront probablement ce nouvel acteur de très près.

Warner Bros. est à vendre et d'après les dernières rumeurs, Netflix pourrait bien être l'heureux acquéreur. Bloomberg puis Variety ont indiqué tout à tour que les négociations seraient entrées dans une nouvelle phase, avec des échanges exclusifs entre les deux entreprises. Le numéro un du streaming voudrait récupérer le célèbre studio Warner Bros. et surtout son immense catalogue et toutes les juteuses licences associées, ainsi que le service concurrent HBO Max et surtout l'impressionnante collection de séries HBO. Ce serait la plus grosse acquisition de l'histoire de Netflix et la naissance d'un géant de l'industrie, ce qui pourrait d'ailleurs faire tiquer les autorités autour de la question de la concurrence.

C'est d'ailleurs probablement ce qui a permis à Netflix de sortir du lot face à ses concurrents, parmi lesquels on aurait compté Apple à une époque si l'on en croit des rumeurs. D'après Bloomberg, le service de streaming aurait proposé cinq milliards de dollars à Warner Bros., même si les autorités compétentes bloquent l'opération. La somme proposée si l'acquisition peut se faire n'est pas encore connue, mais pour vous donner une idée, la valorisation boursière de Warner Bros. était estimée à 60 milliards de dollars avant la vente en cours. L'acheteur aurait largement de quoi payer, puisque la capitalisation de Netflix dépasse aujourd'hui les 437 milliards de dollars.

Le service de streaming ne serait pas intéressé par tout ce qui concerne la télévision traditionnelle, si bien que toutes les chaînes qui appartiennent à Warner Bros. (CNN, TBS...) seraient vendues à part à une autre entreprise. Peut-être Paramount, qui était l'autre acteur le plus engagé dans les négociations et qui a même accusé son concurrent en début de semaine de faire jouer des relations personnelles pour obtenir les faveurs de Warner Bros. Dans l'équation, il faut aussi tenir compte de l'administration américaine, qui sera probablement plus favorable à un Paramount dirigé par David Ellison, proche de Trump, qu'à un Netflix régulièrement critiqué pour ses positions plus modernes.

Au-delà de la politique, Netflix deviendrait d'un seul coup l'un des plus gros acteurs à Hollywood et des inquiétudes apparaissent déjà dans le milieu. Est-ce que le nouveau propriétaire compte toujours sortir les films gérés par Warner Bros. dans les salles de cinéma ? Le manque de concurrence inquiéterait aussi tous les professionnels du milieu, scénaristes, producteurs et même acteurs. Bref, c'est loin d'être gagné, mais les deux rumeurs concordantes du jour semblent indiquer que Netflix pourrait emporter la bataille.

## Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

**Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah**

Administration: 2ème étage, Cubic Court,  
30A, rue Mère Barthélémy, Port-Louis  
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibereesocialiste@yahoo.fr  
Website: Lesocialiste.info  
Facebook: Lesocialiste.info

## Elon Musk X aura à payer une amende de 120 millions d'euros

L'UE a infligé vendredi une amende de 120 millions d'euros à X, le réseau social d'Elon Musk, provoquant, comme attendu, une très vive réaction de l'équipe du président américain Donald Trump qui a dénoncé une "censure".

Il s'agit de la première amende imposée à une plateforme dans le cadre du règlement européen sur les services numériques, ou DSA.

Cette décision est "une attaque contre toutes les plateformes technologiques américaines et le peuple américain par des gouvernements étrangers", a fustigé, sur X, le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio.

Cela "n'a rien à voir avec de la censure", avait martelé quelques heures plus tôt la vice-présidente de la Commission européenne chargée du numérique, Henna Virkkunen, mettant en avant la stricte application des textes européens.

Cette loi est entrée en vigueur il y a deux ans pour lutter contre les contenus illégaux et dangereux en ligne, et impose des obligations renforcées aux plus grandes plateformes actives dans l'UE.

Les coches bleues étaient à l'origine attribuées par l'ex-Twitter à des utilisateurs au terme d'un processus de vérification de leur identité, afin d'aider à déjouer les impostures.

Mais après avoir racheté la plateforme de microblogging, Elon Musk a réservé ces badges aux abonnés payants, au risque selon Bruxelles d'induire en erreur les utilisateurs.

L'UE a élargi entre-temps son enquête sur X à des soupçons de non-respect de ses obligations en matière de contenus illégaux et de désinformation, des sujets sur lesquels elle continue d'enquêter.

### Les investigations se poursuivent

Ce dossier a pris une connotation très politique en raison de la forte proximité entre Elon Musk et le président américain Donald Trump, jusqu'à leur rupture fracassante en juin.

Ces dernières semaines, les relations entre les deux milliardaires se sont quelque peu réchauffées, sans être revenues au beau fixe.

Mais quoi qu'il en soit, Washington n'a cessé cette année de critiquer les lois européennes contre les

abus des géants de la tech, les accusant de cibler les champions américains.

Fin novembre, des responsables américains en visite à Bruxelles ont appelé l'Europe à assouplir ces lois, en échange d'une baisse des droits de douane américains sur l'acier européen.

Cette forme de marchandage a aussitôt rejetée par les responsables européens.

"Cette décision est historique", a salué la ministre française du Numérique Anne Le Hénaff. "En sanctionnant X, l'Europe prouve qu'elle peut passer de la parole aux actes".

"Avec cette première sanction, la Commission européenne adresse un signal déterminé à X, comme à l'ensemble des plateformes susceptibles d'enfreindre le règlement sur les services numériques", a abondé Martin Ajdari, président du régulateur français, l'Arcom.

L'ONG de lutte contre les propos haineux en ligne CCDH, qui avait été poursuivie en justice par Elon Musk pour ses enquêtes sur X, a quant à elle estimé que cette décision "montrait aux plateformes qu'aucune n'est au-dessus des lois".

"Le DSA permet un contrôle modeste, mais essentiel face au pouvoir écrasant des plus grandes entreprises technologiques", a estimé également Marietje Schaake, experte du secteur à l'université de Stanford et ancienne eurodéputée.

Par ailleurs, la Commission a défendu le montant de la sanction contre X, alors qu'elle pouvait théoriquement, pour chaque infraction constatée, frapper le fournisseur de la plateforme à hauteur de 6% de son chiffre d'affaires mondial annuel.

"Nous avons estimé que c'était proportionné", et "cela prend en compte la nature, la gravité et la durée" des infractions commises, a expliqué Mme Virkkunen.

Mais elle a rappelé que les investigations concernant la désinformation et les contenus illégaux sur X se poursuivaient et a dit s'attendre à ce qu'elles soient bouclées "plus vite" que cette première sanction.

Parallèlement, Bruxelles a annoncé avoir accepté des engagements de la plateforme d'origine chinoise TikTok qui répondaient à des griefs qu'elle lui avait adressés, concernant ses obligations de transparence en matière de publicité.

## Royaume-Uni

### La Tour de Londres «attaquée» au crumble et à la crème anglaise, quatre arrestations

Quatre visiteurs habillés de noir ont lancé une boîte de crème anglaise et un crumble sur la Couronne impériale, le plus symbolique des joyaux de la Tour de Londres, rapporte Émeline Vin. Un acte symbolique et en forme de clin d'œil, car en anglais, « crumble » désigne le gâteau d'origine britannique, mais le verbe « to crumble » veut aussi dire « s'effriter ».

Jeune femme retrouvée morte à Roubaix, Alors que des vigiles appelaient la sécurité face à ces débordements, deux jeunes personnes ont crié. Une femme a tonné : « La démocratie s'est effritée. Des personnes sans-abri meurent dans la rue, c'est la période la plus dangereuse de l'année pour eux. Et pendant ce temps, les riches amassent de l'argent. C'est écœurant. » A côté d'elle, un homme a renchéri : « Notre pays ne fonctionne plus. Nous venons

aujourd'hui devant les joyaux de la Nation pour reprendre le pouvoir. Rejoignez-nous à Take Back Power. »

Take Back Power est un tout nouveau groupe de désobéissance civile, lancé cette semaine. Ses membres réclament l'établissement d'une assemblée citoyenne et la taxation des plus fortunés. Mercredi 3 décembre, quelques-uns d'entre eux avaient déposé des kilos de crottin devant le sapin de Noël du Ritz, un palace du centre londonien, pour dénoncer les inégalités.

Les quatre personnes interpellées ce 6 décembre pourraient être poursuivies pour dégâts criminels et risquent l'incarcération. L'année dernière, deux éco-activistes ont été condamnées à 20 et 24 mois de prison pour avoir jeté de la soupe de tomate sur le tableau « Les Tournesols » de Vincent van Gogh.

## Voie d'insertion opérationnelle sur la route Père Laval/Nalletamby à Vacoas



Le ministre des Infrastructures nationales, M. Govindranath Gunness, a inauguré une voie de virage à gauche et une voie d'insertion dans le cadre du projet de réaménagement de l'avenue Père Laval, à l'intersection de la route St Paul (B4) et de la route Père Laval/Nalletamby (B69).

Le ministre délégué, M. Fawzi Allymun, le président de l'Autorité de développement routier, M. Vinay Koonjul, ainsi que d'autres personnalités étaient également présents.

Dans une déclaration, le ministre Gunness a souligné que les travaux, commencés le 17 mars 2025, ont été récemment achevés. Il a rappelé qu'à la suite de la mise en œuvre de la phase 2 du projet Metro Express, la chaussée à deux voies existante le long de la route Swami Sivananda (B63), de la station-service de Floreal jusqu'au CEB de Vacoas, a été réduite à une seule voie pour permettre le passage du tramway. Cette réduction de la capacité des voies a encore aggravé les problèmes de circulation dans les secteurs de Curepipe, Floreal et Vacoas.

Ainsi, la nouvelle configuration routière permettra de fluidifier le trafic et de dévier de la route Swami Sivananda. M. Gunness a également indiqué que les autorités compétentes étudient actuellement la possibilité de créer une voie d'insertion entre la route Père Laval/Nalletamby et la route St Paul.

Les travaux, d'un montant d'environ 10,2 millions de roupies, ont consisté en : le déblaiement du site ; la démolition du caniveau et du trottoir existants ; l'enfouissement et le déplacement du câble haute tension du CEB ; la construction d'une nouvelle voie d'environ 200 mètres de long et 3,5 mètres de large ; la création d'un nouveau trottoir et d'un nouveau caniveau ; la mise en place de divers équipements routiers tels que le marquage au sol, la signalisation, les feux de circulation et les barrières de sécurité ; ainsi que des travaux d'aménagement paysager.



## Journée internationale des personnes handicapées

# Un appel à une plus grande inclusion



Chaque citoyen a un rôle essentiel à jouer dans la construction d'une société inclusive qui respecte la dignité, les droits et le bien-être des personnes handicapées, a souligné le Premier ministre, le Dr Navinchandra Ramgoolam, à Moka, à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées (JIPH), célébrée chaque année le 3 décembre.

Le thème de cette année, « Promouvoir des sociétés inclusives pour les personnes handicapées afin de faire progresser la société », souligne la nécessité d'accroître la participation des personnes handicapées aux processus décisionnels et de promouvoir leur leadership dans tous les aspects de la vie politique, sociale, économique et culturelle. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, environ 1,3 milliard de personnes, soit 16 % de la population mondiale, vivent avec un handicap important. À Maurice, environ 84 500 personnes vivent avec un handicap.

Le vice-Premier ministre, M. Paul Raymond Bérenger ; le ministre de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, M. Ashok Kumar Subron ; ainsi que plusieurs ministres et ministres délégués ; la Coordonnatrice résidente par intérim des Nations Unies, Mme Anne Marie Ancia, et d'autres personnalités étaient présentes.

Le Premier ministre a salué la contribution des personnes handicapées, soulignant que l'inclusion sociale est un droit fondamental et que le handicap ne doit jamais constituer un obstacle. Il a cité les performances remarquables des athlètes handisport mauriciennes, notamment Mmes Noemi Alphonse et Anaïs Angeline, aux Championnats du monde, ainsi que le parcours de la chanteuse mauricienne, Mme Jane Constance.

Réaffirmant l'engagement du gouvernement en faveur du bien-être des personnes handicapées, Dr Ramgoolam a énuméré les principales initiatives prévues dans le budget 2025-2026. Celles-ci comprennent un soutien accru aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers ; le relève-

ment du seuil de revenu mensuel des ménages pour bénéficier d'aides financières destinées à l'achat d'appareils fonctionnels ; et l'extension du remboursement des courses en taxi aux enfants atteints de troubles du spectre autistique et de troubles du déficit de l'attention avec hyperactivité scolarisés.

Le Premier ministre a ensuite abordé la réforme proposée du système de pension d'invalidité, qui sera mise en œuvre en deux phases. La première phase comprendra la mise à jour des directives médicales pour l'évaluation de l'invalidité et l'introduction d'une allocation de vie autonome inclusive. La seconde phase consistera en le déploiement d'un modèle d'évaluation hybride, fondé sur des critères médicaux et fonctionnels. Le Dr Ramgoolam a souligné la création d'un comité interministériel, présidé par le ministre de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, chargé de coordonner la mise en œuvre effective des 73 recommandations du Comité des droits des personnes handicapées des Nations Unies.

Le vice-Premier ministre a réaffirmé que le bien-être des personnes handicapées, ainsi que celui des personnes âgées, des enfants et des femmes, demeure une priorité absolue du gouvernement. Il a insisté sur la nécessité de renforcer l'inclusion et l'accessibilité afin de favoriser le développement humain dans tous les secteurs.

Le ministre Subron a, quant à lui, énuméré les différentes initiatives entreprises par son ministère pour améliorer la vie des personnes handicapées. Il a souligné la responsabilité du gouvernement d'assurer la pleine intégration des personnes handicapées dans la société mauricienne, sans aucun obstacle.

Le coordinateur résident par intérim des Nations Unies a appelé à poursuivre les efforts visant à bâtir une société résiliente et inclusive, tout en assurant la participation active des personnes handicapées à l'élaboration des politiques.

## L'ambassadrice de la République de Bulgarie en visite auprès du Premier ministre

L'ambassadrice de la République de Bulgarie, Mme Maria Tzotzorkova-Kaymactchieva, a rendu une visite de courtoisie au Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, au Trésor public à Port-Louis.

Les relations diplomatiques entre Maurice et la Bulgarie, établies en 1975, célèbrent cette année leur cinquantième anniversaire.

Diplomate chevronnée, Mme Tzotzorkova-Kaymactchieva a précédemment occupé les fonctions d'ambassadrice de Bulgarie en Afrique du Sud et en Arménie. Elle a également exercé plusieurs fonctions importantes au sein du ministère des Affaires étrangères et de la Mission permanente de Maurice auprès des Nations Unies.



# Maurice accueille le PREMIER Symposium AFRICACERT 2025 pour renforcer la cybersécurité régionale

Le « Symposium 2025 FIRST et AFRICACERT : Afrique et régions arabes » - une plateforme régionale clé pour le renforcement des capacités, le partage des connaissances et le renforcement de la maturité de la cybersécurité dans les régions africaines et arabes - a ouvert à l'hôtel Hennessy Park, à Ebène.

Le ministre des technologies de l'information, de la communication et de l'innovation, le Dr Avinash Ramtohul; le Directeur exécutif d'AFRICACERT, M. Jean-Robert Hountomey; le Président du Forum des équipes d'intervention en cas d'incident et de sécurité (FIRST), M. Olivier Caleff; et d'autres personnalités étaient présents.

Organisé conjointement par le ministère des technologies de l'information, de la communication et de l'innovation, l'Équipe d'intervention en cas d'urgence informatique de Maurice (CERT-MU), AFRICACERT et FIRST, le symposium se tient sur le thème « Quand les défenseurs s'unissent ». Il réunit des experts en cybersécurité, des CERT nationales et régionales, des décideurs politiques, des chercheurs et des parties prenantes de l'industrie afin d'approfondir la collaboration et de renforcer les capacités de réponse aux incidents dans les régions africaines et arabes.

Dans son allocution, le ministre Ramtohul a souligné la position stratégique de Maurice dans la région africaine et a réaffirmé l'engagement du gouvernement à positionner le pays comme un centre numérique de premier plan. Il a rappelé que le Plan d'action pour le secteur des TIC repose sur quatre piliers fondamentaux, chacun ayant pour cœur la cybersécurité.

Selon le ministre, la stabilité économique actuelle dépend fortement de la stabilité numérique et sociale. Avec l'intelligence artificielle (IA) qui remodèle le



paysage mondial, il est de plus en plus nécessaire de protéger les sociétés contre les risques émergents, a-t-il déclaré. Il a indiqué que son ministère avait mis en place une unité d'IA, dont la charte et la stratégie nationales en matière d'IA devraient être publiées en janvier 2026.

Le Dr Ramtohul a également mis en garde contre l'utilisation abusive des médias sociaux et son impact sur les jeunes, notant que cette question nécessite une réflexion politique sérieuse pour assurer une utilisation plus sûre et plus responsable d'Internet. Quelque 1 414 cas de harcèlement en ligne impliquant plus de 50 % des femmes ont été signalés depuis le début de 2025.

Il a souligné la nécessité de protéger les groupes vulnérables tout en veillant à ce que les mesures réglementaires respectent les droits individuels.

Le ministre a également réitéré l'ambition de Maurice de favoriser un espace numérique propre, sûr et fiable, soulignant que la collaboration à travers l'Afrique est essentielle pour amplifier la voix collective de la région.

Dans le but d'offrir une meilleure protection aux citoyens et de faire respecter leurs droits, le gouvernement examine actuellement la législation existante, y compris les amendements à la cybersécurité et à la cybercriminalité, a-t-il déclaré.

## Le gouvernement réaffirme son engagement à lutter contre la pollution par le plastique

**Le gouvernement reste déterminé à trouver des solutions pratiques et à long terme à la crise de la pollution par le plastique, tout en veillant à ce que la viabilité de l'économie et le bien-être des citoyens ne soient pas compromis.**

Cette déclaration a été faite par le ministre de l'Environnement, de la Gestion des déchets solides et du Changement climatique, M. Rajesh Anand Bhagwan, lors d'une conférence de presse à Port Louis. La ministre déléguée à l'Environnement, à la Gestion des déchets solides et au Changement climatique, Mme Joanna Marie Bérenger, et des représentants du ministère étaient également présents à l'événement.

Au cours de la conférence de presse, le ministre de l'Environnement a réaffirmé les efforts déployés par le gouvernement pour trouver des solutions de recharge respectueuses de l'environnement aux plastiques, tout en examinant attentivement l'impact économique de l'interdiction des plastiques. Il a ajouté que la lutte en cours contre la pollution plastique nécessite une approche équilibrée, garantissant que les solutions ne nuisent pas indûment aux entreprises ou aux consommateurs locaux.

À cet égard, M. Bhagwan a rappelé qu'une feuille de route pour une île Maurice sans pollution plastique est en cours d'élaboration et a souligné que la voie à suivre s'appuiera sur des données probantes et des solutions fondées sur la science. La feuille de route vise à établir un cadre national complet pour lutter contre la pollution par le plastique, y compris la création d'un inventaire national des sources pour surveiller la production et l'u-



tilisation de plastiques dans le pays.

Selon le ministre, la lutte contre la pollution par le plastique est une responsabilité partagée, chaque individu et chaque organisation ayant un rôle vital à jouer. Il a donc lancé un appel à tous – des consommateurs aux producteurs et fabricants – pour qu'ils jouent leur rôle dans la réduction de l'utilisation du plastique.

Faisant référence à la récente décision du Conseil des ministres d'étendre l'utilisation de gobelets, de bols et de barquettes non biodégradables à usage unique pour l'emballage local de produits alimentaires, M. Bhagwan a expliqué que cette décision, qui prend effet le 15 janvier, pour une période d'un an, ne s'applique qu'à certains produits alimentaires de consommation de masse. Il s'agit notamment du yaourt, de la crème glacée, du beurre, des desserts, de la margarine et des produits cuits ou précuits comme la viande, les hamburgers, les

fruits de mer et le fromage, pour lesquels il n'existe actuellement aucune solution de recharge viable.

La ministre a également souligné que des modifications seront apportées au Règlement sur l'environnement (contrôle des produits en plastique à usage unique) de 2020 afin d'introduire un système de permis pour l'emballage des produits alimentaires locaux et importés dans des gobelets, des bols et des plateaux à usage unique non biodégradables. Un comité technique sera mis en place, composé des parties prenantes concernées, pour élaborer les détails de ce nouveau système.

M. Bhagwan a appelé les journalistes à rendre compte de manière responsable de la prolongation du moratoire, les exhortant à utiliser des visuels clairs et précis pour éviter de tromper le public en lui faisant croire que le gouvernement fait marche arrière sur ses engagements environnementaux. Il les exhorte à ne pas utiliser de graphiques qui pourraient semer la confusion au sujet des produits visés par le Règlement.

Le ministre a énuméré les initiatives mises en œuvre pour soutenir davantage la lutte de Maurice contre la pollution par le plastique. Trois comités techniques ont été mis en place pour définir une stratégie solide qui tienne compte à la fois du contexte économique du pays et de ses obligations environnementales, tout en oeuvrant à la protection des petites et moyennes entreprises (PME) et en veillant au respect des normes environnementales internationales.

Les nouvelles autorisations d'emballage sont soumises à plusieurs conditions, à savoir la déclaration obligatoire du volume d'emballages mis sur le marché, des campagnes conjointes avec les parties prenantes pour sensibiliser à la pollution par le plastique et un engagement des producteurs à soutenir la recherche de solutions de remplacement des emballages en plastique.

Russie/Inde

## Poutine annonce qu'il va continuer d'une manière non-interrrompue la livraison du pétrole à l'Inde

En visite à New Delhi, le président russe Vladimir Poutine a assuré vendredi 5 décembre qu'il continuerait à livrer du pétrole à l'Inde. Une déclaration qui intervient malgré des pressions de la part des États-Unis, qui ont notamment imposé des sanctions à l'Inde. Washington affirme que ces importations financent la guerre russe en Ukraine.

« La Russie est un fournisseur fiable de pétrole, de gaz, de charbon et de tout ce qui est nécessaire au développement énergétique de l'Inde, a déclaré Vladimir Poutine devant le Premier ministre indien Narendra Modi. Nous sommes prêts à continuer des livraisons sans interruption de pétrole pour l'économie indienne en croissance rapide », a-t-il poursuivi devant la presse, à l'issue d'un entretien avec son hôte.

Sans faire explicitement référence au pétrole russe, Narendra Modi a pour sa part remercié son invité pour « son soutien inflexible à l'Inde », ajoutant que « la sécurité énergétique était un pilier important et fort » de leur partenariat.

### Pressions et sanctions américaines

Depuis plusieurs mois, l'Inde subit la pression des États-Unis, qui lui reprochent de financer l'effort de guerre russe en Ukraine en continuant à acheter à Moscou son pétrole brut à des prix particulièrement avantageux. Fin août, Donald Trump a tapé du poing sur la table en imposant une surtaxe de 50 % aux exportations indiennes, en pleines discussions bilatérales sur la signature d'un traité de libre-échange commercial.

Le locataire de la Maison Blanche a depuis répété avoir obtenu la promesse de Narendra Modi qu'il mettrait un terme à ses importations de brut russe, qui représentent 36 % du volume de pétrole raffiné en Inde. New Delhi ne l'a jamais confirmé, mais ses achats ont diminué, selon la plateforme



d'informations commerciales Kpler. Plusieurs groupes indiens ont également annoncé qu'ils renonçaient à se fournir auprès de Moscou.

Narendra Modi a déroulé le tapis rouge à Vladimir Poutine, en l'accueillant, lui-même, ce jeudi 4 décembre, dans la soirée, à l'aéroport de New Delhi, et en lui offrant un dîner privé. Depuis le début de cette visite, les deux dirigeants ont fait assaut de compliments et joué l'excellence de la relation historique entre leurs deux pays, qui date de la guerre froide.

### Refus de condamner ouvertement l'invasion de l'Ukraine

En préambule à leur entretien, Narendra Modi a salué son invité comme un « véritable ami » et s'est montré optimiste sur une résolution pacifique du conflit russo-ukrainien. « Nous devons tous retrouver le chemin de la paix », a-t-il insisté. « Merci pour vos efforts visant à trouver un règlement à cette situation », lui a répondu Vladimir Poutine, louant par ailleurs les relations « profondes historiquement » et « de très grande confiance dans la coopération militaire et technique

» entre l'Inde et la Russie. Narendra Modi et Vladimir Poutine souhaitent rééquilibrer leurs échanges commerciaux - 68,7 milliards de dollars, un record, sur l'année 2024-2025. Ils sont pour le moment très largement au bénéfice de la Russie.

Jusqu'à ce jour, l'Inde a évité d'ouvertement condamner l'invasion de l'Ukraine, tout en réussissant à maintenir ses liens avec l'Europe et les États-Unis. Narendra Modi n'a guère haussé le ton qu'en 2022 lors d'une rencontre en Ouzbékistan avec Vladimir Poutine, exigeant la fin de la guerre « le plus vite possible ». Il a depuis répété à de multiples reprises son attachement à un ordre mondial « multipolaire » et résisté aux injonctions occidentales à s'éloigner de la Russie.

Les deux pays devaient également profiter de cette visite pour étendre leur coopération en matière de défense. Même si l'Inde s'est tournée récemment vers d'autres fournisseurs - dont la France - et privilégié les armes qu'elle produit elle-même, Moscou reste ainsi un de ses fournisseurs préférés d'armements.

### NOTICE UNDER SECTION 311 (2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that Diva Properties (Mauritius) Ltd -(the "Company"), a domestic Company, having its registered office at 241, Purple Lilac Road, Splendid View, Albion proposes to make an application to the Registrar of Companies to be removed from the register of the Registrar of companies under Section 309(1) (d) of the Companies Act 2001.

Notice is hereby also given that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the Company under Section 312 of the Companies Act 2001 is to be made in writing to the Registrar of Companies not later than 28 days after the date of the notice.

Dated this 03 December 2025  
Director

### NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that, Bibi Mahdiyah Munaw-War PEER-BOCUS shall apply to the Municipal City Council of Port Louis for a Building and Land Use Permit for a Construction of ground floor building to operate as Retail sales of clothing in stores n.e.c {Dealer in ready made goods} and 1st floor for residential use at No.32, St. Francois Xavier Street, Port Louis.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Dated: 05.12.2025

## Des drones survolent la base nucléaire française, la marine a riposté

Plusieurs drones ont survolé la base ultrasécurisée qui abrite les sous-marins de la dissuasion nucléaire française, dans la rade de Brest, une baie dans l'ouest du pays, entraînant l'ouverture d'une enquête judiciaire vendredi, sans qu'un lien puisse être établi avec la Russie.

Aucun drone n'a été abattu ni de pilote identifié lors du survol, jeudi soir, a annoncé vendredi le parquet de Rennes, compétent en matière militaire, qui mène les investigations.

Aucun lien avec une ingérence étrangère n'est donc fait à ce stade, a déclaré à l'AFP le procureur Frédéric Teillet.

L'enquête doit confirmer ou non qu'il s'agit bien de drones et déterminer le type et le nombre d'engins, a précisé le procureur.

Un dispositif de lutte anti-drones et de recherches a été mis en place. Le bataillon de fusiliers marins, qui assure la protection de la base, a effectué plusieurs tirs anti-drones, selon la même source.

Les fusiliers marins ont procédé à un tir de brouilleur et non pas d'arme à feu, a précisé le procureur.

La préfecture maritime de l'Atlantique a, elle, souligné que les infrastructures sensibles n'avaient pas été menacées par ce survol de l'île Longue. Il est trop tôt pour caractériser l'origine de ces drones, a affirmé le capitaine de frégate Guillaume Le Rasle, porte-parole de la préfecture maritime, tout en insistant sur le fait que l'objectif de ces survols était d'inquiéter la population.

Les signalements de drones se sont multipliés près d'aéroports et d'autres sites sensibles, dont des installations militaires, ces derniers mois en Europe du Nord, certains dirigeants voyant la main de Moscou derrière ces actions.

La police irlandaise a affirmé vendredi enquêter sur la détection de drones sur l'itinéraire de l'avion qui transportait le président ukrainien Volodymyr Zelensky, au moment où celui-ci arrivait à Dublin lundi soir pour une visite officielle.

### Des précédents

Les survols de drones sont interdits sur l'ensemble de la presqu'île de Crozon, dont l'île Longue fait partie, ainsi que sur une grande partie de la rade de Brest, afin de protéger les infrastructures militaires qui s'y trouvent.

Il n'est cependant pas rare que cette règle soit enfreinte, le quotidien régional Le Télégramme citant des survols illégaux en 2015 et 2020.

Il existe des précédents, a confirmé Guillaume Le Rasle à l'AFP.

Très récemment encore, dans la nuit du 17 au 18 novembre, un survol de drone au-dessus de la presqu'île de Crozon avait été signalé, mais sans survol d'emprise militaire.

Sanctuaire de la dissuasion nucléaire française, la base de l'île Longue est un site très protégé, où pénètrent chaque jour 2000 personnes, dont 1500 civils assurant la maintenance des quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) français, dont l'un au moins est en permanence en mer pour assurer la dissuasion nucléaire.

Les SNLE sont dotés de 16 missiles stratégiques M51 à têtes nucléaires multiples. La base est protégée par 120 gendarmes maritimes en coordination avec les fusiliers marins.

Les conditions de luminosité étaient particulièrement bonnes jeudi soir au-dessus de la rade de Brest, en raison du ciel dégagé, de la pleine Lune et de son orbite proche de la Terre, un épisode fréquent appelé superlune.

Mardi, le gouvernement allemand a mis en service une unité de police antidrones, afin de répliquer aux multiples incursions de drones sur les sites stratégiques observées ces derniers mois.

En Belgique, des drones ont été signalés aux abords de bases militaires, d'aéroports et même d'une centrale nucléaire, mettant à rude épreuve les autorités.

## Eurovision

# Plusieurs pays vont boycotter l'Eurovision après la décision d'accepter la participation d'Israël

L'Eurovision se fracture autour de la participation d'Israël au concours dans un contexte de guerre à Gaza. Quatre pays ont déjà annoncé boycotter l'édition 2026. Une situation inédite dans l'histoire du concours qui témoigne de sa géopolitisation profonde.

L'Eurovision soufflera ses soixante-dix bougies l'année prochaine... Avec des invités en moins. Au lendemain de l'annonce confirmant la participation d'Israël au prochain concours, quatre diffuseurs nationaux majeurs - l'Espagne (RTVE), l'Irlande (RTÉ), les Pays-Bas (AVROTROS) et la Slovénie (RTVSLO) - ont officialisé leur retrait de la compétition. Les diffuseurs démissionnaires dénoncent la situation humanitaire à Gaza et la responsabilité de l'Etat hébreu. La liste pourrait s'allonger dans les jours à venir, puisque l'Islande et la Belgique affirment évaluer encore leur position.

Membre du concours depuis 1973, Israël était devenu un pilier de l'Eurovision en le remportant à quatre reprises: en 1978 avec A-Ba-Ni-Bi d'Izhar Cohen et The Alphabeta, en 1979 avec Hallelujah de Gali Atari et Milk and Honey, en 1998 avec Diva de Dana International – première artiste transgenre à remporter le concours –, et en 2018 avec Toy de Netta Barzilai. Mais sa participation à l'Eurovision est désormais pointée du doigt - la guerre à Gaza et les accusations à l'encontre d'Israël sur la question des droits de l'homme suscitant des tensions croissantes entre les pays membres et au sein du public.

Dès l'édition 2024 à Malmö, des milliers de manifestants pro-palestiniens ont protesté contre la participation du pays au concours, censé être un symbole d'unité à travers la musique et de paix. À Bâle l'année suivante, des centaines de manifestants ont à nouveau déferlé dans les rues, et certains ont même tenté d'interrompre la prestation de Yuval Raphael, la candidate israélienne, lors de la finale.

### "Dix votes, c'est encore neuf de trop"

L'UER a adopté, jeudi dernier, une série de modifications du système de vote pour renforcer la transparence du concours. Les jurés professionnels feront leur retour en demi-finales - une première depuis 2022 - et devront signer une déclaration d'indépendance et d'impartialité. L'UER décourage désormais toute campagne promotionnelle disproportionnée, notamment si elle est lancée ou appuyée par un gouvernement ou une agence gouvernementale. Et surtout, le nombre maximum de votes par mode de paiement est réduit de moitié, passant de vingt à dix. "Mais dix, c'est encore neuf de trop", réplique Benoît Blaszczuk, secrétaire d'Eurofans OGAE France, l'association de fans français de l'Eurovision. à ses yeux, cette mesure ne suffit pas à rétablir de la transparence au sein du concours, puisque les points pourront toujours être "gonflés artificiellement par le système de vote".

Pour Martin Green, directeur du concours Eurovision, ces mesures visent à garantir que l'événement reste un espace neutre et ne soit pas instrumentalisé. Une décision qu'a saluée Delphine Ernotte-Cunci, présidente de l'UER et de France Télévisions, affirmant que ces nouvelles règles "démontrent l'engagement commun de nos membres à protéger la transparence et la confiance dans le Concours Eurovision de la Chanson, le plus grand événement musical live au monde".

La réforme était devenue plus que nécessaire puisque les deux précédentes éditions avaient fait l'objet de controverses sur fond de guerre à Gaza. À Malmö, la candidate israélienne Eden Golan avait terminé cinquième, portée par un vote du public massif malgré un faible score auprès des jurys nationaux. À Bâle, sa compatriote Yuval Raphael, survivante de l'attaque du 7 octobre 2023, avait remporté le vote du public et terminé deuxième au classement général avec la chanson New Day Will Rise. Plusieurs diffuseurs avaient alors demandé un audit évoquant des suspicions d'influence politique.

### Un avenir incertain

Sous quelle forme la prochaine édition pourrait-elle se tenir? Martin Green, directeur de l'Eurovision, compte, pour l'heure, 35 pays participants pour la prochaine éditions, soit deux de moins qu'en 2025. Mais le retrait de plusieurs con-

tributeurs financiers, dont l'Espagne, membre des "Big 5", met en péril l'avenir du concours. Cette dernière avait déboursé plus de 300 000 euros à Bâle.

Parmi les pistes potentielles, l'arrivée de nouveaux candidats (et donc contributeurs) pour financer la compétition serait évoquée, en particulier celle du Kazakhstan et du Canada. Néanmoins, les délais semblent trop courts pour que ces derniers intègrent l'Eurovision dès l'édition prochaine. S'il ne s'agit pas (encore) de la fin du plus grand concours européen, ces récentes secousses jettent une incertitude sur la tenue des prochaines éditions.

Cruelle ironie: c'est au moment où l'Eurovision est la plus contestée qu'elle est aussi la plus populaire. L'édition 2025 venait de battre des records d'audience avec 166 millions de téléspectateurs, soit trois millions de plus que l'année précédente. La part d'audience de 47,7 % pour la finale représentait le meilleur score depuis 2004, avec une percée notable chez les 15-24 ans (60,4 %).

### Le mythe de l'apolitique

Nul doute que l'Eurovision traverse une crise éminemment politique - bien que, depuis sa création en 1956 à Lugano, le concours se soit toujours revendiqué apolitique. Le concours naît dans un contexte d'après-guerre, porté par une volonté de réconciliation européenne. Son fondateur Marcel Bezençon, directeur général de la télévision publique suisse, imagine ce concours sur le modèle du festival de Sanremo pour "encourager la production de chansons populaires, originales et de qualité" et promouvoir les relations entre pays membres de l'UER - face à l'Intervision, le double soviétique, en plein contexte de Guerre froide. À ce titre, le règlement interdit formellement les discours ou symboles politiques sur scène.

"Cette neutralité politique est commune à la plupart des grands événements qui sont organisés, comme les Jeux Olympiques et les coupes du monde", remarque Florent Parmentier, secrétaire général du CEVIPOF / Sciences Po et co-auteur avec Cyril Bret de Géopolitique de l'Eurovision (ouvrage à paraître chez Studyrama en 2026)

L'UER ne s'est ainsi jamais prononcée sur la situation entre l'Etat hébreu et la Palestine invoquant son devoir de neutralité et ajoutant qu'il s'agit d'une compétition entre diffuseurs et non entre gouvernements. L'organisation continue ainsi à accueillir les candidats israéliens quand certains s'attendaient à ce que le participant connaisse le même sort que la Russie - exclue du concours par l'UER à la suite de l'invasion de l'Ukraine en 2022. Un an plus tôt, la Biélorussie avait subi le même sort après la réélection contestée d'Alexandre Loukachenko.

Ces deux années ont été charnières pour le concours, d'après le chercheur. "Si l'Eurovision a toujours été au cœur des tensions diplomatiques, il est possible de considérer qu'à ce moment-là l'Eurovision se géopolitise davantage, explique le chercheur. Mais le discours de l'UER, ce n'est pas officiellement une prise de position sur la guerre. L'exclusion de ces deux pays est avant tout justifiée par le fait que les audiovisuels publics de Biélorussie et de Russie participent à l'effort de propagande de guerre."

Cette neutralité - d'apparence donc - cache la politisation du concours par les pays participants eux-mêmes. Comment interpréter autrement la déclaration du ministre des affaires étrangères français Jean-Noël Barrot se félicitant "que l'Eurovision n'ait pas cédé aux pressions, et que la France ait contribué à empêcher un boycott d'Israël dans cette enceinte"?

Il en est de même des pays dont les diffuseurs se sont mis en retrait de l'édition 2026 - un acte profondément politique. "Ces derniers considèrent qu'à travers sa participation au concours de chant de l'Eurovision, Israël fait du 'songwashing', c'est-à-dire qu'il s'attache à se racheter une bonne image - celle d'un pays moderne ouvert sur la diversité, explique Florent Parmentier. Certains audiovisuels publics - et donc certains gouvernements car il s'agit aussi de politiques d'Etat - ont pris position car ils ne souhaitent pas laisser passer cela."

# Macron: Il ne faut pas céder à la division entre Européens et Américains



Emmanuel Macron a évoqué en début de semaine le risque "que les États-Unis trahissent l'Ukraine sur la question des territoires sans qu'il y ait de garantie claire en matière de sécurité".

"Nous avons besoin des États-Unis pour avoir la paix", mais "il faut maintenir l'effort de guerre" en faveur de l'Ukraine, a estimé vendredi 5 décembre Emmanuel Macron.

"Il faut maintenir l'effort de guerre, poursuivre les pourparlers qui préparent la paix, mais accroître la pression en particulier sur l'économie russe", a dit Emmanuel Macron devant des journalistes. "L'unité entre les Américains et les Européens sur la question ukrainienne est indispensable", a-t-il ajouté.

"Il ne faut surtout céder à aucun esprit de division entre Européens et Américains. Nous avons besoin des États-Unis pour avoir la paix. Les États-Unis d'Amérique ont besoin de nous pour que cette paix soit robuste et durable", a-t-il dit.

Selon l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, Emmanuel Macron, le chancelier allemand Friedrich Merz et d'autres dirigeants européens ont exprimé leur méfiance vis-à-vis de l'administration Trump au moment où celle-ci tente de négocier la fin de la guerre en Ukraine.

### "Nous avons avancé" avec la Chine

Selon Der Spiegel, le président français a évoqué lundi lors d'un entretien téléphonique avec ses homologues européens et le président ukrainien Volodymyr Zelensky le risque "que les États-Unis trahissent l'Ukraine sur la question des territoires sans qu'il y ait de garantie claire en matière de sécurité".

Emmanuel Macron n'a pas répondu à la question de savoir s'il avait bien parlé de risque de trahison américaine. Il a assuré qu'Européens et Américains étaient "sur la même ligne en matière des garanties de sécurité" que devait obtenir l'Ukraine. Il a rapporté avoir eu des échanges "en profondeur" avec le président chinois Xi Jinping au cours de son séjour.

La France et les Européens voudraient voir la Chine, partenaire politique et économique primordial de la Russie, user de son influence sur cette dernière pour qu'elle mette fin à la guerre. La Chine n'a cependant donné aucun signe probant d'évolution à ce propos à l'issue de la visite de M. Macron.

Emmanuel Macron a assuré avoir "vu une volonté du président (Xi) de contribuer à la stabilité et à la paix, et il a pris en compte les arguments que je citais pour les Européens d'avoir une paix robuste et durable". "Et donc, oui, nous avons avancé", a-t-il dit.

Premier League**Manchester City 3 Sunderland 0****Les Skyblues à deux points des Gunners**

Quand Arsenal bloque, Manchester City en profite. Les Citizens n'ont pas tremblé ce samedi face à Sunderland (3-0) lors de la 15e journée de Premier League. Bien lancés par une frappe splendide de Ruben Dias, les hommes de Pep Guardiola ont fait le break avec Josko Gvardiol. Phil Foden a enfoncé le clou, servi par un coup du foulard de Rayan Cherki. City est 2e, à 2 points des Gunners.

Le gros coup de Manchester City. Ce samedi, les Skyblues ont battu Sunderland (3-0), lors de la 15e journée de Premier League. A l'Etihad Stadium, Ruben Dias (31e), Josko Gvardiol (35e) puis Phil Foden (65e) ont fait le bonheur de leurs supporters. Grâce à cette victoire, combinée avec la défaite, plus tôt dans la journée, d'Arsenal sur la pelouse d'Aston Villa (2-1), les Citizens remontent à la deuxième place du classement à deux longueurs des Gunners. De son côté, le promu glisse en septième position.

Même Phil Foden n'en revenait pas... Juste après l'heure de jeu, l'international anglais a inscrit, d'une tête à bout portant, le troisième et dernier but des siens (65e, 3-0). Le milieu de terrain, tout sourire, s'est ensuite précipité vers Rayan Cherki, qui lui a adressé la passe décisive, d'un sublime coup du foulard. Il s'agissait de la deuxième offrande de l'ancien Lyonnais dans cette rencontre.

Lors de la première période, alors que Manchester City avait du mal à trouver la solution dans la surface adverse, l'international français avait choisi de servir, dans le cœur du jeu, Ruben Dias. Le défenseur portugais, d'une magnifique et puissante frappe, avait trouvé la lucarne, pour ouvrir la marque (31e, 1-0). Dans la foulée, sur corner, c'est son compère en défense centrale, Josko Gvardiol qui, de la tête, avait ensuite mis les siens à l'abri (35e, 2-0).



De son côté, Rayan Cherki, remplacé à la 82e minute avant d'être élu homme du match, a fini par cadrer lui aussi (76e), mais sans réussir à ajouter, à son excellente rencontre, un but. Ses partenaires en attaque ont également tenté de se montrer. Erling Haaland a été le plus en difficulté. Le Norvégien n'a touché que onze ballons (deux en première période) avant de sortir (70e). Cela lui a, malgré tout, permis d'obliger Lutsharel Geertruida à se montrer décisif sur sa ligne (59e). De son côté, Jérémy Doku a touché le poteau (52e) puis trouvé les gants de Robin Roebs (90e).

**Manchester City prépare idéalement le Real Madrid**

Très solides offensivement, face à l'une des grosses surprises de ce début de saison de Premier

League, les hommes de Pep Guardiola ont également eu quelques errances défensives. A l'entrée de sa surface, Neves s'est fait contrer par Wilson Isidor, qui a ensuite vu sa frappe être parfaitement bien repoussée par Gianluigi Donnarumma (53e), tandis que Granit Xhaka a ensuite trouvé le poteau (55e).

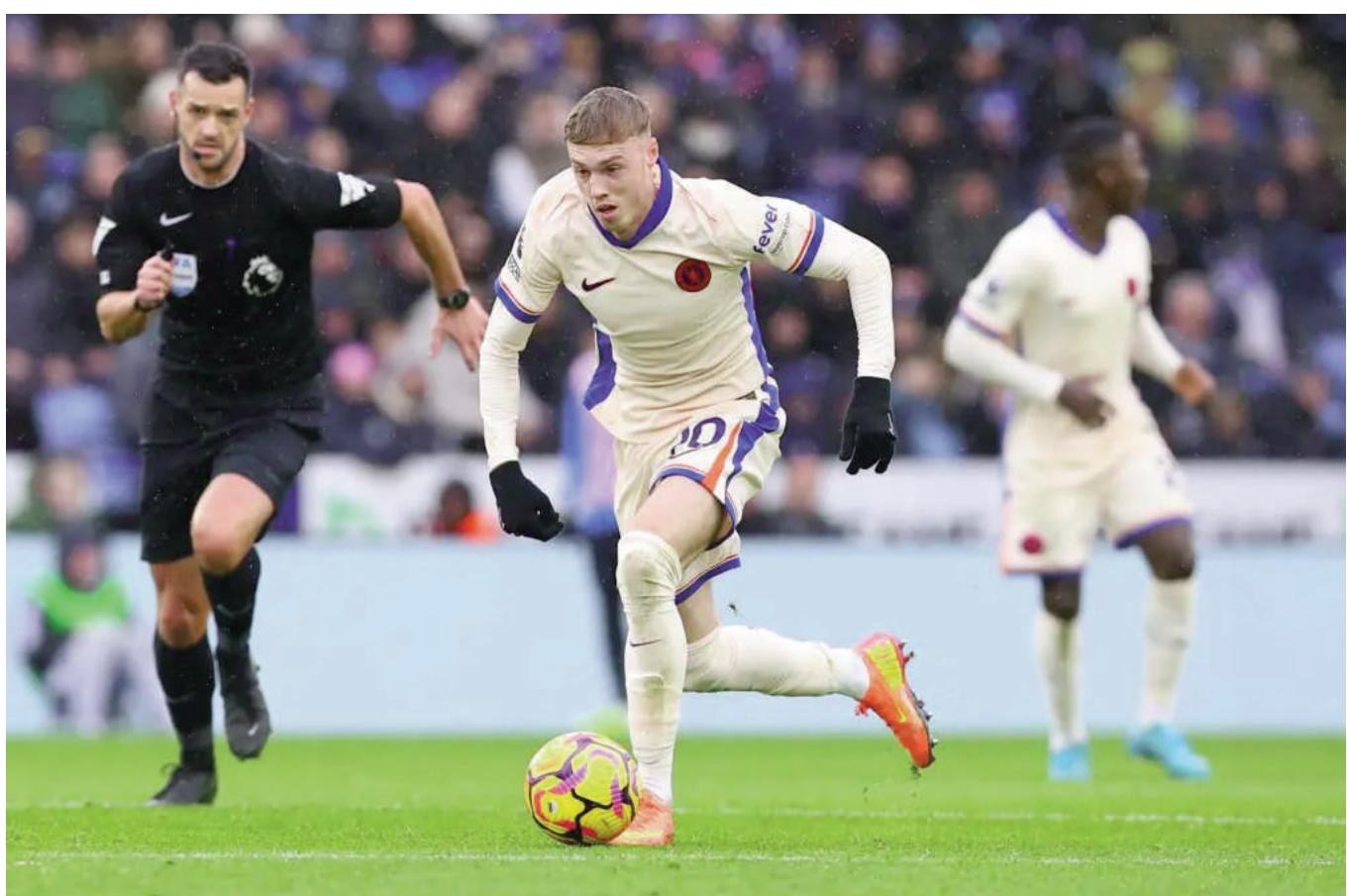
Malgré ce temps fort, les hommes de Régis Le Bris, qui fêtait ses 50 ans ce samedi, n'ont pas réussi une nouvelle surprise, après leur victoire à Chelsea ou leurs nuls contre Arsenal et à Liverpool. Les Blacks Cats ont même terminé à dix, après l'exclusion de Luke O'Nien (90e+5).

De son côté, Manchester City prépare idéalement sa prochaine sortie. Elle aura lieu en Ligue des champions, ce mercredi soir, à 21h00, sur la pelouse du Real Madrid.

**Bournemouth 0 Chelsea 0****Les Blues tenus en échec**

Une équipe qui doute face à un prétendant au podium, voilà le décor au Vitality Stadium où Bournemouth, quatorzième avec dix-neuf points, accueille Chelsea, quatrième avec vingt-quatre unités. Les Cherries restent sur quatre défaites lors de leurs cinq derniers matchs de Premier League et ont montré une vraie fragilité mentale, entre la défaite à domicile contre Everton et l'affondrement à Sunderland après avoir mené deux buts à zéro, alors que Chelsea garde malgré tout le statut de favori, même après sa récente déillusion.

Pour Andoni Iraola, le défi est d'autant plus grand que son milieu est affaibli, Tyler Adams est suspendu pour accumulation de cartons et Lewis Cook dispute le deuxième match d'une suspension de trois rencontres. En face, Chelsea sort d'une défaite trois buts à un à Leeds en milieu de semaine, un revers qui tranche avec l'effort héroïque à dix contre Arsenal et qui laisse les Blues à neuf points d'Arsenal, ce qui relance les interrogations sur la maturité de la jeune équipe d'Enzo Maresca dans la course au titre. Moisés Caicedo est lui aussi suspendu, absent pour le deuxième match sur trois, et l'entraîneur italien devrait proposer plusieurs ajustements après la débâcle d'Elland Road. Historiquement, l'élan reste toutefois du côté londonien, Bournemouth n'a pas gagné lors des cinq dernières confrontations directes, trois défaites et deux nuls, la dernière ayant accouché d'un spectacle deux partout à Stamford Bridge, et les book-



makers continuent de placer clairement Chelsea en tête du marché. On suivra donc de près la capacité de Bournemouth à se relever mentalement et physiquement, les adaptations tactiques de Maresca

et les rotations imposées par les suspensions, ainsi que l'impact de ces absences au milieu sur le contrôle du jeu et la réaction des deux équipes après leurs récentes déconvenues.

Premier LeagueAston Villa 2 Arsenal 1

# Décembre sera-t-il fatal pour les Gunners en l'absence de Saliba et de Gabriel ?

Aston Villa a réussi un exploit samedi en battant le leader Arsenal, et d'une manière dingue (2-1). L'équipe d'Unai Emery, qui avait ouvert le score en première période, a fait la différence à la toute dernière seconde grâce à Emiliano Buendia.

Aston Villa renverse Arsenal et relance la course au titre. Ce samedi, en ouverture de la 15e journée de Premier League, les Villans se sont offert le leader à domicile grâce à un but à la dernière seconde (2-1). Sur un cafouillage de la défense des Gunners, Emiliano Buendia (90e+6) a forcé la première défaite des Londoniens depuis le mois d'août. Leandro Trossard (52e) avait d'abord répondu à l'ouverture du score de Matty Cash (36e). Manchester City est revenu à deux points d'Arsenal, une unité devant Aston Villa.

Arsenal commence à payer ses absences. Avec de nombreux cadres à l'infirmier, le club londonien s'en était sorti jusqu'ici avec deux premières places en championnat et en Ligue des Champions. À tel point que leur dernière défaite toutes compétitions confondues datait d'il y a plus de trois mois. Cette série ne pouvait pas durer indéfiniment, surtout face à un collectif d'Aston Villa aussi engagé et agressif. Avec douze victoires lors de leurs quatorze dernières rencontres, les hommes d'Unai Emery avaient tout de l'équipe par-



faite pour faire tomber ces invincibles Gunners. Surtout, l'entraîneur espagnol a fait le choix intelligent de renforcer son entrejeu en plaçant Youri Tielemans en numéro 10 devant le duo Amadou Onana - Boubacar Kamara. Cette densité physique a donné le ton de la rencontre avec des duels engagés et un pressing asphyxiant.

Mais les deux formations faisaient alors armes égales puisque c'est grâce à des récupérations hautes que les attaquants londoniens se sont offerts leurs premières occasions. Une frappe de Martin

Odegaard (9e) puis une double situation pour Bukayo Saka (14e). L'ailier anglais a été le principal animateur pour les siens tout au long de la rencontre malgré un duel acharné avec Ian Maatsen. Hormis un Martin Odegaard souvent inspiré, les autres Gunners n'ont que trop peu contribué à l'animation offensive de leur équipe. En seconde période, voyant que son jeu positionnel habituel ne fonctionnait pas, Mikel Arteta a eu la bonne idée de faire rentrer Leandro Trossard, buteur moins de dix minutes plus tard suite à une récupération de Declan Rice et une passe

décisive de l'inévitable Saka (52e).

**Saka bien trop seul, Martinez décisif**

Cet unique but londonien s'explique par la faible performance offensive des hommes en rouge mais également par la performance majeure d'Emiliano Martinez, décisif à sept reprises sur sa ligne. En plus de son talent face aux attaquants adverses, l'Argentin s'est illustré par ses longs ballons envoyés vers ses attaquants, systématiquement à la base du jeu des Villans. Le premier but du match est alors l'exception qui confirme la règle. Sur une rare séquence de possession dans le camp adverse, Pau Torres a déclenché un centre au second poteau où il a trouvé l'opportuniste Matty Cash, qui a placé sa reprise puissante entre les jambes de David Raya (36e).

C'est finalement sur une situation hasardeuse qu'Aston Villa a su faire la différence à la dernière seconde grâce au bon travail de ses entrants (90e+5). Loin de développer un jeu flamboyant, ou d'avoir dominé la rencontre de bout en bout, le club de Birmingham a montré qu'il avait le potentiel d'un surprenant préteendant au titre. Arsenal aura toutefois l'occasion de conserver sa place de leader avec un calendrier largement abordable jusqu'au dernier match de l'année civile face... à Aston Villa.

Leeds 3 Liverpool 3

# Les Reds accrochés par les Peacocks déterminés

Ce samedi soir, Liverpool a confirmé que son renouveau demeure très relatif. Alors que les Reds menaient au score à Leeds 2-0, puis 3-2, ils ont finalement concédé un match nul (3-3) dans le temps additionnel, dans le cadre de la 15e journée de Premier League. Ils stagnent à la 8e place du classement.

Liverpool ne perd plus. Mais ne gagne pas non plus. Alors qu'ils restaient sur une séquence de 9 défaites en 12 sorties toutes compétitions confondues, voilà que les Reds, dans la foulée de leur victoire décrochée à West Ham dimanche (2-0) viennent d'enchaîner deux nuls.

Face à Sunderland à Anfield mercredi (1-1), puis ce samedi soir à Leeds (3-3), dans le cadre de la 15e journée de Premier League. Si la dynamique comptable est en progrès, ce match à Elland Road devrait laisser beaucoup de regrets aux joueurs d'Arne Slot, qui ont mené 2-0, puis 3-2, avant d'être rejoints dans le temps additionnel (3-3).

Après une première période animée, mais sans tir cadré (malgré une frappe de Curtis Jones sur la barre à la 16e), la victoire des Reds semblait se dessiner après la pause, grâce à Hugo Ekitike, qui a inscrit le premier doublé pour un joueur français de Liverpool depuis 2006 (c'était Djibril Cissé à l'époque). L'ancien Parisien a d'abord profité d'une passe ratée de Joe Rodon pour ajuster Lucas Perri (0-1, 48e), avant de reprendre en taclant un centre de Conor Bradley (0-2, 50e).

Mais preuve que les Liverpudliens ne sont pas encore complètement guéris, ils ont ensuite abandonné le combat au milieu et progressivement reculé. Résultat, Leeds est revenu au score en deux minutes. Dominic Calvert-Lewin a



transformé dans un premier temps un penalty (1-2, 73e), obtenu à la suite d'une nouvelle faute grossière d'Ibrahima Konaté, auteur d'un tacle non maîtrisé sur Wilfried Gnonto. Puis, dans une ambiance délirante, Anton Stach a égalisé d'une frappe du droit dans la surface (2-2, 75e), sur une action où Joe Gomez et Jones ont manqué de rigueur.

Ensuite, Dominik Szoboszlai, l'un des rares Reds à évoluer à son niveau cette saison, a redonné l'avantage aux siens en marquant d'un petit tir croisé rasant et pré-

cis du pied droit (2-3, 80e). Mais c'est finalement Ao Tanaka, entré en jeu à la 65e, qui a eu le dernier mot en faveur de Leeds, d'une reprise du gauche sur un corner (3-3, 90+6e) devant un public en fusion.

À noter que le milieu japonais avait déjà marqué mercredi lors du succès marquant des Whites face à Chelsea (3-1). À la suite de ce résultat, ces derniers grimpent au 16e rang, tandis que les Reds stagnent à la 8e place, eux qui auraient pu intégrer le top 5 s'ils avaient validé ce succès qui leur tendait les bras.